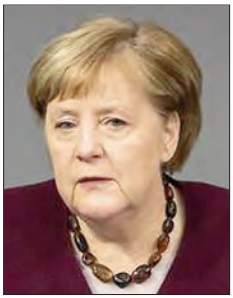
LE TROMBINOSCOPE

Numéro spécial « Les Prix du Trombinoscope » - Hors-série Février 2021

29e cérémonie des Prix du Trombinoscope

Les lauréats 2020

La personnalité politique
Anne Hidalgo



L'européenne
Angela Merkel

Le ministre
Bruno Le Maire

La révélation politique
Eric Dupond-Moretti

Le député
Patrick Mignola

Les sénatrices
Nathalie Delattre & Jacqueline Eustache-Brinio

L'élu local
Michaël Delafosse

LE JURY DU TROMBINOSCOPE 2020

Président du jury

Christophe Barbier

Jean-Pierre Gratien
LCP AN

Emmanuel Kessler
Public Sénat

Sonia Mabrouk
Europe 1 / CNEWS

Nathalie Schuck
Le Point

Yves Thréard
Le Figaro

Ludovic Vigogne
L'Opinion

LES PRIX DU TROMBINOSCOPE

LA PERSONNALITÉ POLITIQUE

LE MINISTRE
parrainé par BKI

LA RÉVÉLATION POLITIQUE

LE DÉPUTÉ

LES SÉNATRICES

L'ÉLU LOCAL

L'EUROPÉENNE

Anne Hidalgo

L'art du trampoline

Plongé dans les flammes, réduit en cendres, le Phénix réapparaît, plumage rouge-sang et ailes dorées, régénéré et victorieux. S'il est aujourd'hui un homme politique que l'on peut identifier à cet oiseau mythique, il s'agit d'une femme : Anne Hidalgo. La politique offre souvent aux commentateurs des revirements spectaculaires, des rebondissements inouïs ou des résurrections inimaginables. Le retour du général de Gaulle en 1958, l'élection de Jacques Chirac en 1995, le surgissement d'Emmanuel Macron en sont autant d'exemples. Mais rarement volte-face du destin aura été aussi rapide que celle qui a permis le maintien d'Anne Hidalgo à la Mairie de Paris en 2020. Au XIIIe siècle, le roi Louis IX, appelé à être saint, décida d'édifier un couvent dans un lieu-dit réputé pour les rites sataniques qui s'y déroulaient : le château de Vauvert. Ainsi naquit, dit-on, l'expression « revenir du diable Vauvert ». C'est exactement ce qu'a réalisé la maire de Paris…

Avec deux députés sur trois membres de la majorité présidentielle à l'issue des législatives de 2017, et 32 % des voix pour La République en Marche aux élections européennes de 2019, Paris n'est plus, neuf mois avant les municipales, une ville à prendre pour le président Macron : c'est une ville acquise. Personne n'imagine alors que la majorité sortante puisse être reconduite et les meilleurs amis de la maire lui susurrent déjà de négocier une alliance avec les macronistes. Il ne demeure qu'un seul élément de suspense, c'est le nom de la tête de liste qui sera adoubée par le président de la République…

« La maire sortante a su museler son impétueux allié écologiste, marginaliser la gauche radicale et attiser les contradictions des Marcheurs, afin de réduire l'élection à un choix binaire entre la droite trop carrée de Rachida Dati et les angles arrondis du nouveau style Hidalgo. »

Le 28 juin 2020, Anne Hidalgo et ses listes l'emportent avec plus de 48 % des suffrages au second tour, soit quinze points d'avance sur la droite, La République en Marche étant reléguée au troisième rang, avec une poignée d'élus rescapés d'un naufrage tonitruant. La première explication de la victoire socialiste est là, dans ce chavirage ahurissant de la nef macronienne. La guerre civile entre Cédric Villani et Benjamin Griveaux, le scandale inouï de la « sextape » du candidat officiel et le parachutage calamiteux d'Agnès Buzyn composent le feuilleton de l'imperdable élection perdue. Même l'échec de François Fillon à la présidentielle de 2017, l'élimination de Lionel Jospin au premier tour de celle de 2002 ou l'effondrement de Balladur en 1995 forment des sagas moins piteuses que ce fiasco parisien.

Un invité indésirable, bien sûr, a perturbé la campagne : le coronavirus, dont les ravages relèguent l'élection au rang des priorités évanouies. Mais c'est faire mauvaise grâce à Anne Hidalgo que de la prétendre sauvée par la Covid. C'est bien avant le surgissement du péril qu'elle a

SES PRÉDÉCESSEURS

2015
Jean-Yves Le Drian

2016
François Fillon

2017
Nicolas Hulot

2018
Xavier Bertrand

2019
Yannick Jadot

Anne Hidalgo

Née le 19 juin 1959

Maîtrise de sciences sociales du travail - DEA de droit social et syndical

Inspectrice du travail (1984-93)
Chargée de mission, puis cheffe de mission à la délégation à la formation professionnelle du ministère du Travail (1993-95)
En poste au Bureau international du travail (BIT) à Genève (1995-96)
Chargée de mission auprès du directeur du Personnel de la Compagnie générale des Eaux (1996-97)
Conseillère technique au cabinet de Martine Aubry, ministre de l'Emploi et de la Solidarité (1997-98)
Conseillère au cabinet de Nicole Péry, secrétaire d'État aux Droits des femmes et à la Formation professionnelle (1998-2000)
Chargée de mission au cabinet de Marylise Lebranchu, ministre de la Justice, Garde des sceaux (2000-02)
Membre du conseil national (depuis 2000), secrétaire nationale (2008) et membre du bureau national (2003-14) du PS
1ère adjointe au maire de Paris (2001-14)
Élue maire de Paris en 2014 - Réélue en 2020
Conseillère régionale d'Ile-de-France (2004-14)
1ère vice-présidente de la métropole du Grand Paris (depuis 2016)
Présidente du C40 Cities Climate Leadership Group, réseau international de métropoles engagées dans la lutte contre le dérèglement climatique (depuis 2016)
Membre nommée du groupe chargé d'évaluer l'efficacité du Programme des nations unies sur les établissements humains (ONU-Habitat) (depuis 2017)

assuré la défense de sa forteresse, et le confinement qui écarta les deux tours de scrutin aux extrémités du printemps n'a rien changé, car c'est dès le 15 mars que son triomphe était acquis. La maire sortante a su museler son impétueux allié écologiste, marginaliser la gauche radicale et attiser les contradictions des Marcheurs, afin de réduire l'élection à un choix binaire entre la droite trop carrée de Rachida Dati et les angles arrondis du nouveau style Hidalgo.

Moelleux inhabituel et empathie tardive, car le mandat 2014-2020 a été marqué par un volontarisme confinant à la brusquerie. La politique de circulation en est la meilleure illustration, avec ses décisions coercitives, imposées aux automobilistes, qu'il s'agit clairement de décourager et de « mettre à pied », au sens propre. La mairie va dans le sens de l'Histoire et de l'intérêt collectif, c'est incontestable, mais elle impose plus qu'elle ne convainc. Néanmoins, cette marche forcée tend la relation entre les Parisiens et leur édile, sans la briser, toutefois et à l'impopularité durable succède la réconciliation in extremis.

Mais si Anne Hidalgo est désignée Personnalité politique de l'année par le Trombinoscope, c'est pour le talent qu'elle a affiché sur le trampoline politique : rebondissant immédiatement sur sa victoire parisienne, elle se place au cœur de la compétition présidentielle à gauche. Ou, au moins, elle en organise le simulacre, car elle pourrait viser loin en feignant de partir vite. La promesse faite aux Parisiens de ne pas briguer l'Elysée en 2022, l'entente improbable avec des écologistes qui ne veulent plus passer leur tour, la difficulté à contrôler l'impétueux Arnaud Montebourg et l'incapacité à décourager ni à détruire Jean-Luc Mélenchon en sa dernière aventure nationale : tout cela rend « l'équation hidalguienne » presque insoluble. Pourquoi lâcher la proie pour l'ombre, au risque de ne pas récupérer son siège de maire au retour d'un fiasco présidentiel, et de regarder les Jeux olympiques de 2024 à la télévision ? Alors qu'entre 2022 et 2027, une génération entière s'effacera, et que la piste sera libérée des derniers éléphants - Hollande, Royal, Aubry, Cazeneuve, Mélenchon… Au lendemain de l'élection présidentielle de 2022, dans les ruines silencieuses de la gauche, dont tous les candidats auront été éliminés au premier tour, le chant consolateur du Phénix se ferait entendre comme celui d'un rossignol…

Christophe Barbier

Bruno Le Maire

En gouvernant, en écrivant...

Ne vous résignez pas, disiez-vous, titre du livre qui vous servira de déclaration de candidature à la présidentielle de 2017. On connaît la suite : une déroute dans une primaire de la droite dont on pensait que l'issue vous chasserait des allées du pouvoir. L'humiliation semblait immense pour Bruno « le renouveau », votre slogan de campagne. D'autant qu'un autre, Emmanuel Macron, au profil similaire, allait finalement gagner le graal. Qu'avait-il de plus ? Vous êtes beau joueur, mais je suis sûr que vous vous posez toujours la question. Car Bruno Le Maire ne renoncera pas à son ambition : devenir le premier des Français. Ainsi vous êtes fait. Ainsi votre éducation dans les meilleures écoles de la République vous a fait. Ainsi vous respirez. Premier, sinon rien.

« On est vivant quand on court », avez-vous confié un jour. Vous courrez toujours. Aujourd'hui, vous êtes ministre de l'année. Et demain ? Si vous ne devenez pas président de la République, vous resterez, c'est certain, comme écrivain, statut que vous revendiquez déjà, fort de la dizaine de livres que vous avez écrits de votre plume alerte. « De Gaulle, signalez-vous dans le dernier, "l'Ange et la Bête", ne se reconnaissait de supérieurs que les écrivains ». Cela tombe bien, vous êtes du même bois que lui, car vous êtes gaulliste, étiquette, affirmez-vous, qui ne consiste pas à défendre un héritage, mais à le renouveler sans cesse.

Ce qui vous autorise à aller plus loin, plus fort, plus haut que votre maître, dont les Mémoires étaient d'espoir, espoir déçu au royaume des lettres, interrompu par sa mort, quand les vôtres sont des Mémoires provisoires, sous-entendu : mon histoire n'est pas finie. L'histoire que vous vous racontez, j'en suis persuadé, est qu'un jour vous serez peut-être couronné du prix Nobel de littérature. Là, au moins, vous seriez le premier dirigeant politique en France à être sacré par l'Académie de Stockholm, autrement plus flatteuse que l'Académie française, au rayonnement moins planétaire. De Gaulle - doublé par Churchill - en avait le rêve, mais c'est vous qui l'aurez réalisé pour l'éternité. A côté, l'Élysée, au rythme où vont les choses, c'est cinq ans, des emmerdements qui volent en escadrille, et fermez le ban. Au suivant...

En attendant, vous êtes au Gouvernement, mi-Saint-Simon

« La crise sanitaire vous a enfin permis de vous distinguer : ministre de l'Économie, vous aidez, vous prêtez, vous protégez sans hésiter, et quoi qu'il en coûte. »

SES PRÉDÉCESSEURS

2015
Laurent Fabius

2016
Bernard Cazeneuve

2017
Jean-Michel Blanquer

2018
Agnès Buzyn

2019
Gérald Darmanin

mi-Chateaubriand des temps modernes. Cela ne vous vaut pas que des amis, car vous pouvez être aussi indiscret que le premier et aussi orgueilleux que le second. Dans un dédoublement pascalien, vous êtes un ministre qui agit et un écrivain qui regarde le ministre agir. Chez vous, on l'aura compris, littérature et politique ne font qu'un. Et vous les conciliez avec talent.

Après des années de domination de l'économie sur la politique, le virus qui affole le monde vous permet de redonner du pouvoir à la politique sur l'économie. C'est beaucoup plus noble, plus humain, moins statistique. La crise sanitaire vous a enfin permis de vous distinguer : ministre de l'Économie, vous aidez, vous prêtez, vous protégez sans hésiter, et quoi qu'il en coûte. Cette générosité rend populaire dans un pays biberonné aux mamelles de l'État, quand votre homologue de la Santé est obligé de naviguer au gré de l'actualité, sous le feu de critiques répétées. Un jour, les Français régleront la facture. Elle sera salée mais, par la prose, vous conjurerez l'histoire pour vous l'approprier. C'est votre avantage sur vos pairs, dont l'esprit technocratique les empêche d'avoir le sens du récit.

Écrire ou agir ? Certains pensent qu'il vous faudra, un jour, choisir. Pas du tout. Julien Gracq a brillé, par son style et sa pertinence, en lisant et en écrivant, titre de l'un de ses plus beaux livres. Vous, vous êtes fait pour vivre, en gouvernant et en écrivant. Continuez, car c'est ainsi que vous donnez du sens à votre action : n'avez-vous pas déclaré à un confrère qu'écrire revient à s'efforcer de faire coïncider le mot et la chose ? C'est de la sorte que vous inscrirez aussi – peut-être - votre œuvre dans les pas de vos modèles. Saint-Simon, Chateaubriand, ou rien...

Yves Thréard

Bruno Le Maire

Né le 15 avril 1969

ENS - Agrégation de lettres modernes - IEP Paris - ENA (1998)

A la direction des Affaires stratégiques, de Sécurité et du Désarmement au ministère des Affaires étrangères (1998-2002)
Conseiller au cabinet de Dominique Galouzeau de Villepin, ministre des Affaires étrangères (2002-04)
Conseiller auprès de Dominique Galouzeau de Villepin, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales (2004-05), puis Premier ministre (2005-06)
Directeur de cabinet de Dominique Galouzeau de Villepin, Premier ministre (2006-07)
Député de l'Eure (2007-08 et 2012-17)
Élu à l'Assemblée nationale en 2007, remplacé en 2009 par Guy Lefrand
Réélu en 2012 et en 2017 - Remplacé en 2017 par Séverine Gipson
Conseiller municipal d'Evreux (2008-12)
Ancien délégué général au projet de l'UMP
Conseiller politique de l'UMP (2008-09)
Secrétaire départemental de la fédération UMP, puis Les Républicains de l'Eure (2008-17)
Secrétaire d'État aux Affaires européennes (2008-09)
Ministre de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche (2009-10), puis de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire (2010-12)
Conseiller régional de Haute-Normandie (2010-15)
Ministre de l'Économie (mai-juin 2017), puis de l'Économie et des Finances (2017-20)
Ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance depuis juillet 2020

Eric Dupond-Moretti

De plus en plus sur le devant de la scène

On lui donnait quelques semaines, au mieux quelques mois. Lui l'atrabilaire, l'irrévérencieux, l'homme aux coups de gueule médiatiques ne manquerait pas d'être promptement expulsé tel un corps étranger de ce monde politique qu'il avait l'outrecuidance de convoiter. « L'Ogre du Nord », le « Grizzli » Eric Dupond-Moretti bombardé garde des Sceaux, mais vous n'y songez pas ! Une « déclaration de guerre », a aussitôt tonné un syndicat de magistrats. Puis il s'est installé, sans la ramener, avec son costume sombre cintré, la cravate sagement nouée, à la table du Conseil des ministres. « On aurait dit King-Kong en laisse… », se remémore, perfide, l'un de ses nouveaux collègues, qui escomptait des effets de manche dignes des prétoires. C'était omettre que pour ce gosse d'immigrée italienne, petit Français de « sang-mêlé » à la double nationalité, on ne plaisante pas avec la République française et sa Marseillaise, dont les premières notes font encore pleurer sa mère, Elena. Sa fortune faite après trente-cinq ans de plaidoiries - il a du bien, oui, il a réussi -, il a accepté l'offre insolite d'Emmanuel Macron d'intégrer son gouvernement, pour rendre un peu de ce que Marianne lui avait donné en son temps.

Qu'allait-il donc faire dans cette start-up Nation aux costards gris et à la langue si lisse, lui l'avocat pénaliste aux goûts ringards assumés, amoureux fou des mots qu'il aime à faire sonner, au lieu d'attendre gentiment l'heure de la retraite ? Il est un pur produit de cet « ancien monde » si conspué, où l'on appréciait la bonne chère, la chasse aux rapaces, les blagues de carabin, les Marlboro consumées à la chaîne et la tauromachie. Où l'on ne s'écharpait guère pour quelques mots de travers sur les réseaux sociaux. Où l'on préférait le craquement d'un vieux vinyle - un 33 tours de Georges Brassens trône dans son bureau - au son sans âme des Airpods dont raffolent les Marcheurs. Songez, circonstance aggravante, qu'il a un faible pour Serge Lama ! Jusqu'à son chien place Vendôme, un teckel à poil dur, dont le petit nom - Jean-Claude - fleure bon La France des Beaufs de Cabu.

C'est précisément ce que le chef de l'État est venu chercher. Secoué par la crise des Gilets jaunes qui a révélé son divorce avec la « France d'en bas », Emmanuel Macron a fait le pari de recruter cette figure populaire de l'avocat, estampillé « vu à la TV », Robin de bois judiciaire aux 146 acquittements,

« …il a accepté l'offre insolite d'Emmanuel Macron d'intégrer son gouvernement, pour rendre un peu de ce que Marianne lui avait donné en son temps. »

SES PRÉDÉCESSEURS

2015
Valérie Pécresse

2016
Emmanuel Macron

2017
Christophe Castaner

2018
Marlène Schiappa

2019
Emmanuelle Wargon

Eric Dupond-Moretti

Avocat pénaliste

Né le 20 avril 1961
Maîtrise de droit privé
Capa
Diplôme de l'Institut d'études judiciaires

Avocat au barreau de Lille (1984-2016), puis au barreau de Paris (depuis 2016)
Fondateur du cabinet Dupond-Moretti & Vey

Garde des Sceaux, ministre de la justice depuis juillet 2020

dont les anciens clients vont d'un agriculteur désargenté des Bonnets rouges, accusé d'avoir incendié un portique écotaxe, au richissime Karim Benzema. La justice, il l'incarne presque physiquement, avec ce grand corps dont il s'est si longtemps senti embarrassé, lui qui confesse avoir compris très jeune qu'il n'irait pas « pécho en boîte de nuit ». Nul hasard si cet écorché vif s'entend si bien avec la très popu Roselyne Bachelot, autre coup de maître du remaniement de l'été 2020, ou Gérald Darmanin, gamin comme lui du Nord avec qui il plaisante parfois en ch'ti. Tous trois incarnent ce qui fait tant défaut à la macronie : une fibre populaire. Soucieux de réconcilier les Français avec une justice devenue trop lente et de tenir tête à Marine Le Pen, le chef de l'État avait besoin d'un homme qui sait parler au peuple, parce qu'il en vient et en connaît les indignations : une mère femme de ménage, un père ouvrier métallo emporté par un cancer quand il n'avait que 4 ans, un grand-père retrouvé sans vie près d'une voie ferrée sans qu'aucune enquête ne soit jamais diligentée. C'est la mise à mort de Christian Ranucci, guillotiné en juillet 1976, qui l'a convaincu de devenir avocat pour défendre les gueules cassées, ceux que la vie fait trébucher, qu'ils soient braqueurs ou footballeurs. L'Élysée entend le mettre à l'honneur pour le quarantième anniversaire cette année de l'abolition de la peine de mort. Mais Dupond-Moretti, qui fut acteur à ses heures pour Claude Lelouch, n'est pas venu faire de la figuration. « Il veut bouffer du texte », assure un parlementaire qui l'apprécie.

« Mais Dupond-Moretti, qui fut acteur à ses heures pour Claude Lelouch, n'est pas venu faire de la figuration. "Il veut bouffer du texte", assure un parlementaire qui l'apprécie. »

Alors que la fin du quinquennat se profile à grands pas, il espère laisser à son nom une loi pour bousculer une institution poussiéreuse, en ouvrant les procès aux caméras et en raccourcissant des procédures interminables. Son mantra : « Tu casses, tu répares ; tu salis, tu nettoies ». Une « justice du bon sens » pour laquelle il peut se targuer d'avoir arraché un budget en hausse historique de 8 %. Sous l'épée de Damoclès d'une procédure judiciaire, aura-t-il le temps de ses ambitions ? L'homme s'est mis à dos les magistrats. Mais il a crevé l'écran.

Nathalie Schuck

Angela Merkel

Quand Merkel rompt son serment...

« Beaucoup de choses n'ont pas pu être mises en œuvre, et c'est dommage ». C'est par cette phrase qu'Angela Merkel a choisi de résumer la présidence allemande du Conseil européen qui s'est achevé le 31 décembre dernier. Une formule humble, on ne peut plus sobre, sans fioriture aucune, à l'allure tristement laborieuse. Du pur Merkel. Car qu'aurait été l'état de l'Union européenne en ce début d'année sans cette présidence allemande, sans celle qui marque de son empreinte l'histoire européenne de ce début de siècle ?

Au moment où la première vague du coronavirus s'abat sur l'UE, au cours du premier semestre 2020, Ursula Von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, n'a de cesse de militer pour que les États membres adoptent une approche commune contre le développement du virus. Une à une, au sein de l'Espace Schengen, les frontières se ferment, sans la moindre concertation. Dans la panique, la solidarité européenne n'est pas de mise. Loin de là. Lorsque l'Allemagne ou la France refusent d'exporter le peu de masques de protection, de blouses ou autre matériel médical de première urgence qu'ils ont à leur disposition, les États les plus frappés par le virus, comme l'Italie puis l'Espagne, dénigrent volontiers « Bruxelles » face à leurs opinions publiques et n'hésitent pas à se tourner ouvertement vers la Chine et la Russie pour faire face à la pénurie. Au sein des milieux économiques, c'est aussi la panique qui prédomine. On craint l'effondrement. Les chutes des bourses européennes sont vertigineuses. Similaires à celles connues lors de la crise financière de 2008. Le spectre du chaos économique plane. Certains économistes et responsables politiques des 27 vont même jusqu'à prédire le pire : l'éclatement de la zone euro, voire même de l'Union Européenne.

« Une dirigeante qui, au regard de son action en 2020, peut aussi, désormais, espérer entrer, demain, au panthéon européen. »

C'est dans ce contexte délétère, morose au possible, que l'Allemagne hérite de la présidence de l'UE. Qu'Angela Merkel et sa marque de fabrique, le pragmatisme, vont écrire l'histoire européenne, en rendant possible ce qui s'avérait jusque-là impensable côté allemand : le feu vert pour un emprunt conjoint européen, assorti d'une clause de solidarité entre les États membres. Pour faire tomber ce tabou outre-Rhin, il a fallu que la chancelière commence par renier ses propres engagements. « Tant que je vivrai, il n'y aura pas d'euro-obligation (autrement dit de dette européenne) » promettait-t-elle en juin 2012, et en pleine crise de l'Euro, au groupe Libéral (FDP) de sa coalition d'alors. Une douche froide pour toute l'Europe. François Hollande s'en souvient encore, lui qui commençait son quinquennat face au mur des critères de Maastricht... Huit ans plus tard, Angela Merkel est toujours à la manœuvre, comme inoxydable, au côté du... quatrième Président français avec qui elle forme le « couple franco-allemand ». Nous

LES PRÉDÉCESSEURS

2013
Michel Barnier

2014
Matteo Renzi

2015
Alexis Tsipras

2016
Federica Mogherini

2019
Christine Lagarde &
Ursula von der Leyen

sommes le 18 mai 2020. A l'occasion d'une visio-conférence de presse, au côté d'Emmanuel Macron, avec qui elle travaille « en confiance », mais avec qui les relations s'avèrent aussi, à ce moment précis, particulièrement tendues sur cette idée d'une dette commune, elle s'apprête à briser son serment. Doux euphémisme, elle évoque alors « une voie nouvelle » : 500 milliards de dette commune dont au moins 125 milliards à rembourser pour l'Allemagne qui seront reversés aux États les plus touchés par le coronavirus. Deux mois après, les 27 se déclarent unis par les liens de la dette, à hauteur de 390 milliards d'euros : un moment, osons le mot, "historique" et une véritable bouée de sauvetage pour l'Union européenne.

Et pourtant, égale à elle-même, loin des déclarations tapageuses, « la Covid-19 a demandé beaucoup de travail » a simplement déclaré Angela Merkel en décembre dernier, à l'issue du dernier sommet de la présidence allemande du conseil de l'UE. Comme pour regretter que le virus ait grandement cannibalisé les chantiers initialement prévus par Berlin à l'occasion de cette présidence, telle la protection du climat ou les relations entre la Turquie et les pays européens du sud de la méditerranée. Quoiqu'il en soit, une crise sur le vieux continent lui aura une nouvelle fois permis d'affirmer son leadership européen. Et ici, la championne toutes catégories de l'austérité européenne, après la crise financière-de 2008, au risque d'asphyxier la Grèce et d'autres pays de l'UE, a su se convertir en adepte de la relance budgétaire européenne et de la mutualisation de la dette, seules actions désormais, à ses yeux, capables de sauver le projet européen. C'est la fameuse chancelière « téflon », comme certains la surnomment outre-Rhin. Celle sur qui tous les problèmes glissent. Mais en bonne scientifique, chez qui tous les problèmes doivent aussi trouver une solution. La formule gagnante pour Angela Merkel, qui après 15 années passées à la tête du pouvoir en Allemagne, mieux que Konrad Adenauer et aussi bien que son père spirituel Helmut Kohl, s'apprête, elle l'a promis, à passer la main en septembre prochain. Outre-Rhin, sa popularité a retrouvé le chemin des sommets. Elle à qui, il y a peu, beaucoup prédisaient une fin de carrière politique crépusculaire. Barack Obama, l'un des quatre présidents américains qu'elle aura connu durant ces 15 ans, la décrit dans ces récentes mémoires comme une dirigeante « fiable, honnête, intellectuellement précise », une « belle personne ». Une dirigeante qui, au regard de son action en 2020, peut aussi, désormais, espérer entrer, demain, au panthéon européen.

Jean-Pierre Gratien

Angela Merkel

Née le 17 juillet 1954
Doctorat de physique

Assistante scientifique à l'Académie des sciences de Berlin (1978-90)
Porte-parole adjointe du Gouvernement de la RDA (1990)
Au service d'information de l'Allemagne réunifiée (1990)
Députée au Bundestag (depuis 1990) et présidente du groupe parlementaire CDU-CSU (2002-05)
Ministre des Femmes et de la Jeunesse (1991-94), puis de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité des réacteurs (1994-98)
Présidente de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) du Land de Mecklembourg-Poméranie occidentale (1993-2000)
Secrétaire générale (1998-2000), puis présidente (2000-18) de la CDU
Chancelière de la République fédérale d'Allemagne (depuis 2005)

Patrick Mignola

Extension du domaine de la majorité

Les archives numériques ont leur avantage : les vieux journaux n'y jaunissent pas. Pour évoquer Patrick Mignola, il faut en effet dénicher un numéro du Point, vieux de 21 ans.
« 100 Français qui feront l'an 2000 » : c'est sa Une du 31 décembre 1999. Parmi ceux-là, on trouve Manuel Valls, Hélène Darroze, Martin Hirsch ou Karine Viard... Pas mal anticipé ! On découvre aussi Florence Kuntz, éphémère députée européenne souverainiste, ou l'élue PS marseillaise Sylvie Andrieux... Moins bien parié ! Et puis, à la lettre M, entre le chanteur, dont le patronyme se résume à cette capitale, la créatrice Isabelle Marant et l'ingénieur Gilles Martin, aujourd'hui une des plus grandes fortunes françaises, il y a un certain Patrick Mignola, « 28 ans, homme politique ». « En 2001, selon toute probabilité, il succédera à celui qui lui a donné le goût de la politique, l'ancien sénateur Jean Blanc, à la mairie de La Ravoire (Savoie), peut-on lire. Patrick Mignola, déjà conseiller général, renforcera ainsi son expérience d'élu de terrain. Les arcanes de la vie politique parisienne, ce diplômé de Sciences po les connaît déjà bien. »
C'est François Bayrou qui avait soufflé son nom à la rédaction du Point, montrant là qu'il n'était pas seulement doué pour identifier les poulains qui, quelques années plus tard, se révèleraient sur les champs de course. C'est en 1998 qu'ils ont eu leur premier tête-à-tête. Cette année-là, les régionales ont été un séisme dans la vie politique française. Afin de conserver leur siège de président du conseil régional, Charles Millon en Rhône-Alpes, Jacques Blanc en Languedoc-Roussillon, Jean-Pierre Soisson en Bourgogne ont accepté les voix d'élus FN. L'UDF explose. François Bayrou condamne ces liaisons dangereuses, quand d'autres les approuvent.
Au sein de la confédération centriste, Patrick Mignola fait d'abord partie de la bande à Léo. En 1992, il était devenu président de la branche jeune du Parti Républicain. En 1993, il avait intégré (au titre de son service militaire) le cabinet de François Léotard, ministre de la Défense, où il jouait les petites mains. Mais en 1998, dans cette déflagration qui secoue la droite, il condamne le président de sa région, Charles Millon, et prend le camp de François Bayrou. Un long compagnonnage s'ébauche. A l'UDF, que le futur triple candidat à la présidentielle reprend, on lui confie un portefeuille toujours

« Libéral, de droite, il n'est pas du genre à taire les choses, ni à avoir peur de mener des batailles. »

SES PRÉDÉCESSEURS

2015
Eric Ciotti &
Patrick Mennucci

2016
Thierry Solère

2017
Amélie de Montchalin

2018
Marc Fesneau

2019
Aurélien Pradié

Patrick Mignola

Industriel - chef d'entreprise

Né le 08 août 1971

IEP Paris

Conseiller général (1998-2010) et vice-président (2002-10) du conseil général de la Savoie
Maire de La Ravoire (2001-17)
Conseiller régional d'Auvergne-Rhône-Alpes (2015-18)
Vice-président du conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes, chargé des transports, de l'aménagement du territoire et des infrastructures (2016-17)
Député de la savoie, élu en 2017
Président du groupe d'études Éco-construction de l'Assemblée nationale (2018-19)
Président du groupe Modem et Démocrates apparentés (depuis 2018).
Membre de la commission des Finances

stratégique, celui des fédérations. Le Point disait vrai. En 2001, Patrick Mignola est élu maire de La Ravoire, une commune de 10 000 habitants dans la banlieue de Chambéry. Un an plus tard, il sera vice-président du conseil général de Savoie, où il siège depuis 1998. En 2008, la politique doit occuper un peu moins de place : il reprend l'entreprise familiale de revêtement de sol, qui compte près de 200 salariés.
2017 : Patrick Mignola est élu député MoDem de la quatrième circonscription de Savoie avec 55,7 %.
En 2018, Marc Fesneau entre au Gouvernement, il prend naturellement sa succession à la présidence du groupe MoDem à l'Assemblée nationale. Les deux hommes sont proches et s'appellent quasiment tous les jours. A la table du Premier ministre, chaque mardi, lors du petit déjeuner de la majorité, à celle du Président qui réunit régulièrement à dîner ceux qui comptent en Macronie, « Mignolette » comme le surnomment ses copains centristes, trouve vite sa place. Libéral, de droite, il n'est pas du genre à taire les choses, ni à avoir peur de mener des batailles.
Il ne craint pas non plus de prendre des initiatives qui peuvent secouer. Au lendemain du remaniement, Patrick Mignola décide d'élargir le groupe MoDem en accueillant des députés d'autres groupes, qui, ces derniers mois, se sont mis à pousser comme des champignons au sein du Palais Bourbon. « L'objectif n'est pas de faire du débauchage, mais d'élargir la majorité », argue-t-il, alors que, du côté de La République en marche, certains toussent. Le centriste n'est pas maladroit. De 46 membres avant la manoeuvre, ses troupes approchent petit à petit de la soixantaine.
« On a élargi la majorité de six députés », se félicitait-il au début de l'année, soulignant la rareté d'une telle tendance au cours d'un mandat présidentiel. C'est notamment pour cette raison que le jury du Trombinoscope a choisi d'en faire le député de l'année.

Ludovic Vigogne

Nathalie Delattre & Jacqueline Eustache-Brinio

Respect !

Une autre pandémie menace depuis des années nos sociétés. Contagieuse, insidieuse, l'épidémie de l'islam radical n'épargne personne et frappe sans distinction d'âge ou de religion. Alors que des pseudos-experts ont voulu réduire ce virus à un simple phénomène social, d'autres, que l'on pourrait qualifier de lanceurs d'alerte dans ce domaine, en ont, au contraire, révélé le véritable visage, à savoir une essence purement idéologique et mortifère. Refusant l'aveuglement et le déni, ces lanceurs d'alerte sont de véritables combattants des temps modernes. Parmi eux, le travail et la ténacité des sénatrices Nathalie Delattre et Jacqueline Eustache-Brinio méritent le respect. Respectivement présidente et rapporteure de la Commission d'enquête sur « la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre », elles ont méthodiquement auditionné différents acteurs et interlocuteurs pour appréhender ce sujet dans toute sa complexité. Souvent victimes d'intimidations et parfois même de menaces circonstanciées, les deux femmes conduisent leur mission sans se soucier des vents contraires. Il faut dire que l'enjeu est primordial. Il s'agit ni plus ni moins de ne pas laisser prospérer un projet de déstabilisation de la société via une norme religieuse qui se place au-dessus des lois de la République. Depuis leurs postes respectifs, les deux sénatrices ne s'en laissent pas conter. Pas question pour elles de décrire simplement la menace. Nathalie Delattre et Jacqueline Eustache-Brinio vont plus loin pour dresser un constat inquiétant sur l'impréparation de l'État, de certains élus et des fonctionnaires parfois paralysés par une attitude empreinte de détachement coupable. N'ayons pas de pudeur à dire ici que le courage se conjugue au féminin avec nos deux sénatrices. Telles des combattantes du quotidien, elles ne laissent rien passer. Loin de s'abriter derrières les murs épais du Sénat et le confort anesthésiant du lieu, elles portent au contraire le fer dans la plaie pour révéler la noirceur du projet islamiste. Trop souvent, nous avons tendance à tomber à bras raccourcis sur les politiques et nos élus. Alors ne boudons pas notre plaisir quand il s'agit de souligner un véritable travail de fond au service des citoyens. De sensibilités différentes, Nathalie Delattre, du Parti radical et Jacqueline Eustache-Brinio des Républicains ont su accorder leurs points de vue au service d'une lutte commune. Cette lutte, la sénatrice Eustache-Brinio l'incarne depuis un certain nombre d'années. Ex-maire de Saint-Gratien devenue sénatrice LR du Val-d'Oise, elle est avant tout une républicaine au sens

« ...le travail et la ténacité des sénatrices Nathalie Delattre et Jacqueline Eustache-Brinio méritent le respect. »

SES PRÉDÉCESSEURS

2015
Bruno Retailleau

2016
Didier Guillaume

2017
Esther Benbassa & Catherine Troendlé

2018
Philippe Bas

2019
Patrick Kanner

Nathalie Delattre

Viticultrice

Née le 02 décembre 1968
Licence de droit

Collaboratrice juridique à la Maison du bâtiment, des travaux publics et des transporteurs routiers de la Dordogne (1992-93)
Collaboratrice parlementaire de Jean-Pierre Calvel, député du Rhône (1994-96)
Déléguée territoriale pour la formation professionnelle et l'apprentissage au conseil régional d'Aquitaine (1996-2000)
Responsable Étude et conseil au cabinet Consulting européen (2000-03)
Viticultrice à Langoiran (2003-08)
Ancienne présidente de VMEH Gironde, association de visite des malades dans les établissements hospitaliers
Ancienne vice-présidente et secrétaire générale (depuis 2014) du Parti radical
Adjointe de quartier (2008-17), adjointe au maire (2014-17) puis conseillère municipale (depuis 2017) de Bordeaux
Conseillère communautaire de la communauté urbaine métropolitaine de Bordeaux Métropole, devenue Bordeaux Métropole en 2015 (depuis 2008)
Conseillère régionale de Nouvelle-Aquitaine (2015-17)
Devenue sénatrice en 2017, suite à la démission de Xavier Pintat, élue au Sénat en 2020
Présidente de l'association Alliance Villes Emploi (AVE) (depuis 2017)
Co-présidente de l'Alliance nationale des élus de la vigne et du vin (Anev)
Vice-présidente de la commission des Lois du Sénat (2017-20)
Vice-présidente du Sénat
Membre de la commission de la Culture, de l'Éducation et de la communication
Secrétaire de la Section française de l'Assemblée parlementaire de la francophonie

Jacqueline Eustache-Brinio

Enseignante

Née le 5 septembre 1956

Adjointe au maire (1983-2001), maire (2001-17), puis conseillère municipale (depuis 2017) de Saint-Gratien
Conseillère régionale d'Ile-de-France (2004-17)
Conseillère communautaire de l'agglomération Plaine Vallée
Sénatrice du Val-d'Oise, élue en 2017
Secrétaire du Sénat
Membre de la commission des Lois

premier du terme. C'est grâce à elle par exemple que la manifestation de soutien au tueur de la préfecture de police de Paris a été interdite à Gonesse. Ne lui parlez surtout pas de communautés, elle qui porte haut une seule communauté, la communauté nationale. Elle se présente comme une résistante face à ceux qui minent notre pacte républicain. Et n'hésite pas à leur faire face comme ce jour de juin 2020 lorsqu'une trentaine d'individus viennent la menacer jusque devant son domicile pour avoir empêché la tenue de matchs de football clandestins entre les quartiers. Jacqueline Eustache-Brinio ne fait pas de quartier !

Nathalie Delattre a aussi ses combats. La girondine s'est beaucoup impliquée lors de la pénurie de masques pour faire face à l'épidémie de Covid-19. Elle est montée au front pour comprendre les ressorts de cette situation de manque, n'hésitant pas à demander des comptes tous azimuts, aux politiques comme aux chaînes de grande distribution. Très attachée au sérieux du travail parlementaire, elle a milité pour une commission d'enquête sur ce sujet sans toutefois tomber dans les travers de la politique politicienne consistant à se servir de ces commissions pour attaquer le gouvernement. Cette propension à se tenir les plus éloignées possible des petites polémiques est un point commun des deux sénatrices. Être capable de défendre leurs arguments sans s'opposer de manière pavlovienne. Certainement une autre manière de faire de la politique.

« N'ayons pas de pudeur à dire ici que le courage se conjugue au féminin avec nos deux sénatrices. Telles des combattantes du quotidien, elles ne laissent rien passer. »

Sonia Mabrouk

Michaël Delafosse

Le renouveau de l'ancien monde

Il a l'âge d'Emmanuel Macron, le président qui a dynamité la politique à l'ancienne, celle des partis traditionnels renvoyés au « monde d'avant ». Michaël Delafosse : ce quadra-là fut un jour repéré par un autre « Président », monarque lui aussi : Georges Frêche. L'homme qui a hissé la cité languedocienne au rang de « métropole » aurait dit un jour : « Michaël Delafosse sera un jour maire de Montpellier ». Ils se sont rencontrés en 1992, quand le jeune lycéen de l'époque, né en 1977 - l'année où Frêche revêt pour la première fois son écharpe de maire - vient assister à une séance du conseil municipal. Les temps ont changé. Lui c'est lui, moi c'est moi. Frêche ne fut pas un mentor, mais une certaine inspiration n'est pas reniée : « il avait une grande culture, un contact sans pareil. L'universitaire défendait des idées de gauche, une gauche sociale. Son expertise historique et politique l'a rarement trompé ».

A mille lieux de ce nouveau monde qui a prétendu que le « en même temps » devait triompher des ancrages politiques traditionnels, territoriaux comme partisans, le nouveau maire de Montpellier s'inscrit dans un itinéraire militant et socialiste orthodoxe : adhérent du PS à 16 ans, fondateur du syndicat lycéen UNL qu'il préside jusqu'en 1995, vice-président de l'UNEF au tournant du siècle, président entre 2003 et 2006 de la LMDE, mutuelle étudiante dont il est l'un des initiateurs pour sortir du scandale de la MNEF. Il entre au conseil municipal de Montpellier en 2008, où il devient l'adjoint à l'urbanisme d'Hélène Mandroux. Dans l'opposition à Philippe Saurel en 2014, il se fait élire conseiller départemental en 2015 et devient vice-président aux Finances.

« Côté idées, il incarne une gauche sociale, écolo et offensive sur la sécurité. Sa définition du monde de demain : "un monde solidaire, plus respectueux des personnes et de l'environnement". »

Derrière ce parcours ultra-classique, au-delà du profil prof d'histoire-géo à la barbe soignée, qui n'est pas sans rappeler celui des élus de la vague rose de 1981, il ne faut pas se tromper : Michaël Delafosse ramène Montpellier dans le giron socialiste mais il doit sa victoire - acquise au deuxième tour le 28 juin dernier avec 47 % des suffrages grâce à un rassemblement de la gauche, alliée aux écologistes d'EELV – à un renouveau des idées et du style.

Côté idées, il incarne une gauche sociale, écolo et offensive sur la sécurité. Sa définition du monde de demain : « un monde solidaire, plus respectueux des personnes et de l'environnement ». Première grande promesse : la gratuité des transports publics. C'est inédit pour une métropole de cette taille. Engagement tenu : la gratuité est déjà à l'œuvre le week-end et elle va s'étendre. Sur la sécurité, il se retrousse les manches, va rencontrer Gérald Darmanin à Paris et démantèle à l'automne, grâce à une action conjointe police

Michaël Delafosse

Professeur d'histoire et de géographie

Adjoint au maire (2008-14) et conseiller municipal (2014-20) de Montpellier
Conseiller départemental de l'Hérault (2015-20)
Questeur du conseil départemental de l'Hérault (2015-20)
Membre de la commission Aménagement du territoire, Solidarités territoriales, Logement et Politique foncière du conseil départemental de l'Hérault (2015-20)
Président de la commission Éducation, Culture, Jeunesse, Sports et Loisirs du conseil départemental de l'Hérault (2016-20)
Membre de la commission Environnement du conseil départemental de l'Hérault (2015-20)
Élu maire de Montpellier en 2020

nationale/police municipale, le marché clandestin de la Paillade.

Maire, mais aussi collègue de Samuel Paty - il continue d'enseigner, lui aussi l'histoire-géographie, au collège Fontcarrade. La tragédie du 16 octobre l'a particulièrement bouleversé. C'est le moment où il fait de Montpellier, la première métropole à mettre en place une Charte de la laïcité. « La neutralité n'est pas une posture, dit-il. La loi de Dieu ne peut être supérieure à la loi de la République ». La charte est soumise à toutes les associations subventionnées par la ville – 1 500. Une charte qui engage au respect des principes d'égalité entre femmes et hommes, de liberté de conscience, de libre arbitre ou encore d'accès égal aux services et aux équipements publics. « Je souhaite qu'à Montpellier on soit clair sur nos principes. Si vous empêchez des femmes d'entrer dans une réunion parce qu'elles sont femmes, vous trouverez le glaive du maire ». A l'heure de la lutte contre les séparatismes, Michaël Delafosse montre que le combat passe par la mobilisation intransigeante des édiles locaux. On notera que tous les nouveaux maires de la génération 2020 n'affichent pas une telle clarté, une telle détermination.

« il fait de Montpellier, la première métropole à mettre en place une Charte de la laïcité. "La neutralité n'est pas une posture, dit-il. La loi de Dieu ne peut être supérieure à la loi de la République". »

Des convictions affirmées, des engagements mis en œuvre, mais une posture qui reste celle de la proximité : « Je veux rester le même, confie à France Bleu le nouveau maire et président de la Métropole. J'aime marcher, j'aime le vélo, j'aime être abordable. Je n'ai pas changé de look et je continue de repasser mes chemises, même si je me fais un peu aider parfois ». Le peu de temps qu'il lui reste, il le consacre à ses deux enfants, Hadrien et Hugo. « Plus on prendra soin des enfants, mieux le monde se portera ». Une volonté, des convictions, une proximité, un style, une modernité « territoriale » : l'ancien monde n'a donc pas dit son dernier mot.

Emmanuel Kessler

LES PRÉDÉCESSEURS

2016
Xavier Bertrand

2017
Gilles Simeoni

2018
François Baroin
Dominique Bussereau
Hervé Morin

2019
Catherine Arenou

LE TROMBINOSCOPE

Le site professionnel du monde politique

www.trombinoscope.com

- Accès à la totalité de la base de données pendant 1 an
- Rapidité d'accès aux informations
- Recherche multicritère
- Information en temps réel
- Téléchargement de fichiers

Institutions Nationales

Institutions Locales

Institutions Européennes

Institutions de la santé

Toutes les données éditées dans les annuaires du Trombinoscope.

Les 25 000 plus importantes personnalités des institutions françaises et européennes.

Avec une mise à jour quotidienne, sont prises en compte toutes les élections, nominations ou démissions récentes.

Boutique et services en ligne sur

www.trombinoscope.com

L'ÉQUIPE DU TROMBINOSCOPE

François-Xavier d'Aillières
Éditeur
fxdaillieres@trombinoscope.com

RÉDACTION

Sylvain Ragot
Documentaliste
sragot@trombinoscope.com

Isabelle Hay
Documentaliste
ihay@trombinoscope.com

PUBLICITÉ

Delphine Léguillon
Directrice de clientèle
dleguillon@trombinoscope.com

© 2021 Le Trombinoscope

Une participation de DODS PLC

504 867 789 RCS Nanterre

Tour Voltaire • 1 place des Degrés • CS 80235 Puteaux • 92859 Paris La Défense cedex

Tél : 01 55 62 68 51 - Fax : 01 55 62 68 76

Site Internet : www.trombinoscope.com

ISBN 979-10-95832-30-0

Dépôt légal : 1er trimestre 2021

Imprimé par Printcorp

Félix Colin (†), fondateur du Trombinoscope

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Assemblée nationale, Carole Bellaiche, Dicom/MJ, Sénat, Gouvernement fédéral/Kugler

LA COLLECTION DU TROMBINOSCOPE

TOUTE L'INFORMATION POLITIQUE PROFESSIONNELLE

BASE DE DONNÉES DE 20 000 NOMS

- Biographies
- Photos
- Organigrammes
- Fonctions
- Attributions

COORDONNÉES DES ÉLUS ET DES DÉCIDEURS EN FRANCE ET EN EUROPE

www.trombinoscope.com